Presse écrite FRA

l'Opinion

Edition : **26 novembre 2025 P.1-2**
Famille du média : **PQN (Quotidiens nationaux)**
Périodicité : **Quotidienne**
Audience : **273332**

Journalistes : **Clément Daniez; Lola Ovarlez**
Nombre de mots : **1334**

Une nouvelle fois cette année, les Européens sont parvenus à adoucir l'administration de Donald Trump, après une séquence trop favorable diplomatiquement à la Russie

Plan de paix en Ukraine

Comment l'Europe existe face à Trump

Influenceurs

A l'issue d'une réunion de la Coalition des volontaires, à laquelle a participé le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio, Emmanuel Macron a annoncé mardi qu'un « groupe de travail » commencera à se pencher dès mercredi sur **les garanties de sécurité que Européens et Américains vont offrir à l'Ukraine.**

Clément Daniez et Lola Ovarlez

« PAPA doit parfois utiliser un langage grossier », ironisait Mark Rutte, lors du sommet de l'Otan à La Haye en juin. Le secrétaire général de l'organisation faisait alors référence à l'injure que Donald Trump avait lâchée au sujet des affrontements entre Israël et l'Iran. Etrange et infantilisante, l'expression lui a valu quelques moqueries. Il n'empêche que l'image était bien trouvée.

Ni Mark Rutte, ni le reste des Européens ne peuvent nier que Donald Trump fait autorité actuellement dans le monde, en particulier chez eux. Il a vite pris l'habitude de leur dire quoi faire, de les réprimander et même de les punir. Or, tels des enfants, ni assez indépendants, ni assez puissants, ils ne peuvent lui tenir tête. Encore moins au moment où la guerre en Ukraine semble sans fin. Pourtant, aussi petits soient-ils, les Européens sont aussi parvenus, au fil de l'année, à tempérer la brutalité et l'imprévisibilité de « papa » Trump, et à le ramener dans leur camp à des moments où il penchait trop pour la Russie.

Angoisses. En dix mois, le Vieux Continent a eu le sentiment de vivre à plusieurs reprises le même cauchemar. La première fois en février : Donald Trump relance les discussions avec la Russie, chasse Volodymyr Zelensky de la Maison Blanche, suspend l'aide militaire à l'Ukraine et reproche aux Européens de ne

pas vouloir la paix. Le malaise monte d'un cran en août, lorsqu'il annonce un sommet bilatéral avec Vladimir Poutine en Alaska et exhorte Kiev à conclure « un deal ». Puis, en octobre, l'idée d'une seconde rencontre est envisagée, à Budapest, puis oubliée. Enfin, la semaine dernière, le magnat new-yorkais endosse un plan de paix en 28 points très favorable à Moscou, élaboré par son envoyé spécial Steve Witkoff et un proche de Poutine, Kirill Dmitriev, sans l'avis des Européens.

Cet enchaînement d'évènements nourrit l'impression que l'Europe est démunie face au rouleau compresseur américain. A chaque nouveau bouleversement, les mêmes

●●● *Pages 2 et 3*

●●● *Suite de la page 1*

angoisses ressurgissent : et si Donald Trump était en train de lâcher l'Ukraine ? Et si la fin de l'Alliance atlantique approchait ? Après tout, c'est ce qu'attend Moscou. « Poutine pense aujourd'hui que sa meilleure chance de gagner la guerre est de provoquer une rupture entre les Etats-Unis et l'Europe », analyse Rob Person, chercheur spécialiste de la Russie au Foreign Policy Research Institute.

Mais jusqu'à preuve du contraire, ces peurs ne se sont pas matérialisées et le pari du Kremlin est encore loin d'être tenu. Pour deux raisons : en dix mois, les Européens ont appris à parler à Donald Trump, tandis que lui a progressivement compris qu'il était parfois bon de les écouter.

Le plan de paix en 28 points en est la preuve. Tout laisse à penser qu'il ne devait pas être révélé aux yeux de tous et qu'il s'agit davantage d'une initiative de Steve Witkoff que du président lui-même. Pourtant, aussi problématique soit-il, la plupart des dirigeants continentaux se sont bien gardés de rejeter ce document, reconnaissant les efforts de l'administration Trump et appelant à rectifier ses défauts. « Il est bon, dans le sens où il propose la paix », a réagi Emmanuel Macron.

Si l'Europe l'a accueilli ainsi, c'est à la fois pour ne pas braquer Donald Trump et parce que les 28 points incluent, malgré tout, certaines de leurs demandes - le signe que les contacts réguliers entre la Maison Blanche et le Vieux continent ont eu leur effet.

L'un de ces éléments concerne les garanties de sécurité, qui apparaissent au point cinq et sont développées dans une feuille de route annexe, transmise à Kiev. Elle prévoit, selon le site d'information américain Axios, un mécanisme similaire à l'article 5 de l'Otan. Dans les faits, c'est une promesse brumeuse ; symboliquement, c'est une concession de la part de Donald Trump aux Ukrainiens et aux Européens, alors qu'il l'excluait en février.

Ce revirement fait suite à la visite des Européens à la Maison Blanche, après le sommet en Alaska, pour convaincre le républicain de ne pas faire de « deal » avec Moscou et de bâtir avec eux des garanties de sécurité pour Kiev. Leur stratégie d'alors ? Le charmer, à coups de remerciements et compliments, pour mieux lui faire entendre raison : la sécurité de l'Ukraine, et de l'Europe est cruciale aux intérêts des Etats-Unis.

Sans faire de promesse, Donald Trump se montre, ce coup-là, enclin à prendre ses distances de Moscou. « C'était assez flagrant de voir à quel point son ton vis-à-vis de l'Europe et de l'Ukraine a changé, après l'intervention des dirigeants européens », se souvient Rob Person. Dans la foulée, il accepte de lancer des consultations transatlantiques sur les garanties de sécurité et évoque même la possibilité d'une protection semblable à l'article 5. Le voilà aujourd'hui prêt à l'officialiser.

Réaction. Tout n'est pas réglé. Par exemple, la question d'une potentielle « force de réassurance » en Ukraine a été remise en cause par le plan en 28 points qui stipule que l'Otan ne doit pas avoir de troupes dans le pays. Mais après une réunion à Johannesburg, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne la remettent sur la table à Genève, dimanche, lors des discussions entre Washington et Kiev. « Les chancelleries sont coordonnées quand il s'agit de réagir à ce que font les Etats-Unis, indique une source diplomatique allemande. C'est assez remarquable que les Européens parviennent à chaque fois à revenir dans le jeu. »

D'autant que l'administration Trump semble aussi encline à les inclure, consciente qu'elle a besoin de leur aval et de leur coopération, notamment au sujet des avoirs russes gelés. A l'issue d'une réunion de la Coalition des volontaires, à laquelle a participé Marco Rubio, Emmanuel Macron a ainsi annoncé mardi qu'un « groupe de travail » commencera à se pencher dès le lendemain sur les questions de

garanties de sécurité, avec « pour la première fois, une implication des Etats-Unis. »

En attendant, si le plan européen en 28 points n'a visiblement pas imprimé, il continue discrètement de servir de comparatif à la nouvelle feuille de route ukraino-américaine. Malgré leur opposition à la limite initiale de 600 000 soldats ukrainiens, les Européens ont proposé un compromis plus acceptable avec 800 000 hommes. Le nombre finalement retenu par Washington et Kiev, selon le *Financial Times*.

« On peut reprocher aux Européens de ne pas être suffisamment à l'offensive, remarque Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman. Mais en réalité, ce sont eux qui récupèrent les balles pourries venues de Washington et les transforment autant qu'ils peuvent en quelque chose d'acceptable, pour l'Ukraine comme pour eux. » De quoi rappeler les fameux « adultes dans la pièce » du premier mandat de Donald Trump, ces grands serviteurs de l'Etat fédéral américain qui servaient de contrepoids aux décisions, déjà impulsives et troublantes, du milliardaire.

@cdaniez
@lolaovarlez

«L'administration Trump semble aussi encline à inclure les Européens, consciente qu'elle a besoin de leur aval et de leur coopération, notamment au sujet des avoirs russes gelés.

La Russie veut prendre le contrôle du Donbass

SOURCE : INSTITUT POUR L'ÉTUDE DE LA GUERRE